

Pourquoi la BAC a des manières « rudes et humiliantes »

Pendant quinze mois, l'anthropologue Didier Fassin a pu suivre des policiers en région parisienne. Son constat est accablant. Grand entretien.

Par [Augustin Scalbert](#) Journaliste. Publié le 03/12/2011 à 17h30



Didier Fassin - Andrea Kane

Anthropologue, sociologue et médecin, [Didier Fassin](#) est une des figures des sciences humaines en France. Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), il est aussi professeur à l'université de [Princeton](#), aux États-Unis.

Le document qu'il vient de publier aux éditions du Seuil est exceptionnel. « La Force de l'ordre : une anthropologie de la police des quartiers » est une enquête menée durant quinze mois, en deux fois, entre mai 2005 et juin 2007, dans un commissariat d'Ile-de-France, qu'il ne nomme pas.

En juin 2007, l'administration lui retire l'autorisation qui lui avait été donnée. Mais la matière récoltée était suffisante. Ses observations sont dérangeantes : racisme ou provocations gratuites des policiers, dans un univers où deux camps (jeunes et policiers) s'observent et se mesurent, avec l'avantage de la loi pour les seconds.

Le constat de Didier Fassin n'est pas « antiflics » comme une lecture rapide de son livre pourrait le laisser croire ; parmi les policiers se dessine la lassitude d'une profession pressée par le pouvoir politique de « faire du chiffre ».

Pour les habitants des quartiers de banlieue, le travail de cette police visible n'a pour effet que d'exacerber la tension.

Rue89 : Votre enquête porte surtout sur une brigade anticriminalité (BAC). Quand vous décrivez la journée-type de cette unité spécialisée dans les flagrants délits, vous notez que seul 10% à 20% du temps est réservé à des interventions sur appel de la population.

Didier Fassin : D'abord, mon travail n'a pas porté uniquement sur les brigades anticriminalité. Il a porté plus largement sur l'ensemble de l'activité d'un commissariat d'une grande circonscription de la région parisienne. J'ai eu l'occasion de suivre le travail de plusieurs unités, principalement celles qui interviennent sur le terrain au titre de la sécurité publique. Pour simplifier, il y a deux types de patrouilles :

- celles qui sont immédiatement visibles, car elles ont des véhicules sérigraphiés et des policiers en uniformes ;
- et celles de la BAC, qui sont composées de fonctionnaires en civil dans des voitures banalisées.



Intervention de policiers de la BAC lors d'une manifestation contre le CPE, Lille, le 18 mars 2006 - Pascal Rossignol

J'ai plus travaillé avec ces BAC, car c'étaient celles qui avaient les contacts les plus fréquents et les plus rudes avec la population, une chose que je voulais comprendre.

Pour ce qui est de l'inaction, c'est le cas de la plupart des brigades du genre dans le monde. Des études extrêmement précises ont été réalisées aux Etats-Unis, qui montrent que le temps consacré véritablement à répondre aux demandes des habitants et à intervenir sur des situations de délits ou de crimes représente une toute petite partie de l'activité.

« Un décalage entre l'image de la police et la réalité »

L'observation que je fais, c'est celle d'un décalage entre l'image de policiers toujours sur le terrain et la réalité. Pour autant, il ne s'agit pas de suggérer que les policiers ne travaillent pas : ils ne peuvent pas produire plus de délits qu'il n'y en a d'accessibles. Un vol de téléphone portable, c'est un acte extrêmement rapide, et même la brigade la plus rapide n'arrive quasiment jamais à temps pour attraper le voleur.

Les policiers se plaignent souvent de n'avoir eu qu'un ou deux appels pendant une nuit, pour des faits mineurs, alors qu'ils apprennent le lendemain qu'un cambriolage ou qu'un crime a été commis, sur lequel ils ne sont pas intervenus.

Cette inaction, qui génère de l'ennui, a deux conséquences :

- le moindre événement prend **une dimension extraordinaire**, au sens littéral, c'est-à-dire que même sur un fait mineur, on va avoir une intervention de l'ensemble des unités disponibles sur le terrain, puisqu'il ne se passe pas grand-chose. Du point de vue des habitants, c'est assez saisissant, puisqu'ils peuvent voir une dizaine de voitures avec leurs sirènes et leurs gyrophares intervenir dans leur quartier ;
- **les policiers doivent s'occuper**, aller au contact de la population. Et ce contact se fait essentiellement au moyen de contrôles d'identité, accompagnés de fouilles. Le contrôle d'identité est ce qui leur permet, ensuite, de répondre à la demande de la politique actuelle, depuis 2002, qui est une demande de chiffres et notamment d'objectifs quantifiés d'interpellations. Ces contrôles permettent de réaliser des actes supplémentaires, surtout des « ILE », infractions à la législation sur les étrangers, et des « ILS », infractions à la législation sur les stupéfiants.

« L'ennui des policiers explique le harcèlement de certaines populations »

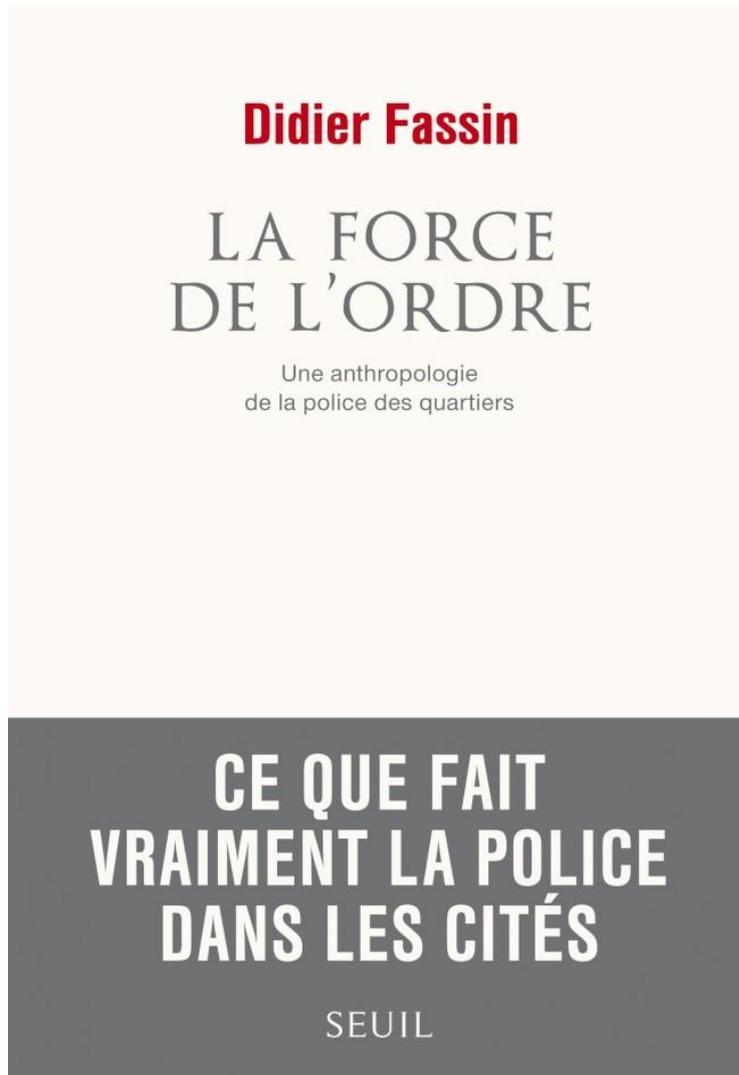
On voit donc que l'ennui devient un élément explicatif, aussi bien de l'excès de certaines interventions, que du harcèlement de certaines populations.

Citant un habitant d'une cité, vous dites que les contrôles d'identité visent toujours les mêmes personnes n'affectent nullement les activités illicites, mais font monter la tension.

Les contrôles ciblés sur l'apparence physique, les pressions exercées sur des quartiers ou des territoires, il est évident que ça crée des tensions. Et les gens, qui sont plutôt demandeurs d'intervention des forces de police quand il y a des jeunes qui font du bruit ou qu'ils ont connaissance de trafics, sont souvent choqués par le caractère brutal, indifférencié et finalement contre-productif de l'action de la police.

Il y a plusieurs services de police, et certains font un travail de fond qui est efficace, par exemple pour démanteler des trafics de stupéfiants. Mais les policiers dont je parle, qui sont ceux que voient les habitants, ont une productivité faible du point de vue de la réduction de la délinquance. En revanche, ils génèrent de la tension par leur type d'intervention, à la fois en ciblant certaines populations, et aussi en usant de manières de faire particulièrement rudes et humiliantes.

« Ils doivent montrer qu'ils n'ont pas peur »



« La Force de l'ordre : une anthropologie de la police des quartiers » de Didier Fassin, éd. Seuil, octobre 2011

Vous écrivez que les pratiques de la BAC sont « nettement plus rugueuses et provocatrices » que celles des policiers en tenue, pourquoi ?

C'est la mission qu'on leur a confiée, et c'est aussi le style qu'ils se donnent. Leur mission n'est pas seulement de faire du flagrant délit, c'est aussi de montrer qu'ils sont ceux qui n'ont pas peur, qui sont capables d'aller au contact de façon physique – un haut fonctionnaire les qualifiait de « pêchus ».

Vous racontez une provocation dont vous avez été témoin. Un collégien d'origine africaine marche sur un trottoir, son cartable au dos. Une voiture de la BAC le suit en roulant au pas, pendant qu'un des policiers le couvre

d'insultes racistes. Après quelques instants, le collégien dit : « Mais laissez-moi tranquille ! » Les policiers sortent et veulent l'arrêter, apparemment pour outrage, jusqu'à ce qu'une habitante du quartier intervienne...

D'une manière générale, les provocations individuelles comme celle-ci sont fréquentes, en voiture ou pendant les interpellations. Des mots blessants, des gestes brutaux, des bousculades, voire des insultes. Au point que c'est un des apprentissages qu'on reçoit quand on est adolescent dans les cités, les parents leur enjoignent : « Ne répondez pas aux provocations des policiers. »

Quand on dit ça, les gens s'insurgent en disant que les jeunes eux-mêmes provoquent les policiers. Les provocations existent, bien sûr, mais dans des conditions très différentes : en relation individuelle, jamais un jeune ne provoquera un policier, car c'est aller au devant de graves ennuis. Alors que la nuit, de loin, un groupe d'adolescents peut narguer des policiers, voire leur jeter des projectiles.

La banalité des provocations policières

Les provocations existent donc des deux côtés. Mais on peut quand même s'étonner qu'elles soient aussi banales de la part de ceux qui représentent l'autorité publique.

Vous notez que quasiment les seuls individus à réagir de manière insolente aux contrôles d'identité sont issus des classes moyennes ou supérieures. Pourquoi ?

Les gens des classes moyennes en général, et les jeunes en particulier, sont assez rarement contrôlés. Lorsqu'ils le sont, ils vont demander des comptes, essayer de savoir pourquoi on les contrôle.

Les jeunes des quartiers populaires savent très bien qu'on les contrôle, le plus souvent, non pas parce qu'on risquerait de trouver quelque chose (car ils font bien attention de ne rien avoir sur eux), mais parce que c'est un moyen de leur imposer une forme de contrôle social.

Ces jeunes, notamment ceux qui appartiennent aux minorités d'origines subsaharienne et maghrébine, sont extrêmement souvent contrôlés et sujets à des fouilles aux corps. Ils apprennent très vite qu'ils vont être soumis à ces contrôles. Ils savent également qu'ils n'ont aucun moyen d'aller contre ces pratiques, injustifiées et d'ailleurs assez souvent illégales au regard du code de procédure pénale. Ils savent enfin que la moindre protestation peut donner lieu à un outrage ou à une rébellion, dont le coût s'avérerait très élevé en termes de sanction pénale.

Il faut savoir que les outrages et rébellions sont un moyen pour les policiers d'anticiper une plainte pour violence policière. Si la victime dépose plainte, ce sera la parole du policier contre celle du plaignant – dans la plupart des cas, un jeune. Or, les magistrats ont très largement tendance à considérer que ce sont les policiers qui disent la vérité.

L'« outrage et rébellion », outil de contrôle social

L'outrage et rébellion est ainsi un outil de contrôle social particulièrement fort, puisqu'il permet de renverser la question des violences. Du reste, les officiers et les commissaires savent très bien qu'un gardien de la paix qui « fait » souvent des outrages et rébellions doit être particulièrement suivi, car c'est quelqu'un de violent. Il y a des policiers qui n'en ont jamais, ce qui traduit la qualité de leur relation avec les gens, et d'autres qui en ont énormément, et qui sont aussi ceux qui sont le plus convoqués par la commission de discipline.

Donc la hiérarchie sanctionne ?

Elle est tout à fait consciente de ce que je viens de décrire, elle est donc vigilante. Cela dit, les sanctions sont extrêmement rares. Par exemple, pour quelqu'un qui aura eu un certain nombre de rappels en raison de plaintes pour violences, ce sera, dans le pire des cas, de le passer d'une équipe de nuit à une équipe de jour. Il est exceptionnel que les sanctions aillent au-delà.

Vous constatez aussi un racisme affiché, avec un poster du Front national épinglé sur un mur du commissariat, ou des T-shirts de policiers en service siglés « 7-3-2 », pour 732, date à laquelle [Charles Martel a battu les Arabes à Poitiers](#). Parmi les réactions à votre livre, des hauts fonctionnaires et syndicalistes policiers ont affirmé que ce racisme est « exceptionnel ». En convenez-vous ? Et au-delà, était-il pertinent d'effectuer votre enquête dans une brigade entièrement masculine et blanche, dont un responsable, dites-vous, était ouvertement raciste ?

La forme la plus banale de dénégation que j'aie entendue, y compris dans la circonscription où j'ai travaillé, c'est de dire « bien sûr, nous savons qu'il y a des policiers racistes ou violents, comme il y a du racisme et de la violence dans la société en général, mais c'est l'exception et non la règle ». On me disait aussi qu'il y a probablement moins de racisme dans la police que dans la population en général.

C'est un argument classique pour démonter des éléments de preuve.

Donc vous n'en convenez pas ?

Dans la mesure où il n'y a pas d'autre étude prolongée sur des BAC, il n'y a pas d'élément de comparaison.

« Le racisme n'est pas exceptionnel »

Mais je dirais que cela n'est certainement pas exceptionnel, pour les raisons suivantes :

- un certain nombre de personnalités que j'ai pu rencontrer (représentants syndicaux, hauts fonctionnaires...) m'ont confirmé que ce que je voyais était des choses qu'ils connaissaient, et qu'un certain nombre d'entre eux essayaient d'ailleurs de lutter contre ces pratiques. Il suffit d'ailleurs de voir un certain nombre de faits divers dans lesquels sont impliquées ces brigades pour voir que cela ne relève pas de l'exception. Cela étant, je sais que toutes les BAC de France n'ont pas les mêmes affinités avec les groupes d'extrême droite qu'un certain nombre des membres de celle avec laquelle j'ai travaillé ;

- il faut bien comprendre qu'il y a des logiques plus générales, des logiques de fond, qui ne peuvent donc pas relever de l'exception. Les missions confiées à ces unités spéciales, le traitement spécial dont elles bénéficient, l'autonomie qu'on leur laisse. Mais aussi le recrutement de leurs effectifs, qui concerne des hommes (exceptionnellement des femmes) qui seront amenés à avoir une vision dure de l'ordre public. Quant aux opinions politiques, on le voit dans nombre d'études internationales sur ces polices, en Angleterre ou au Royaume-Uni par exemple : les policiers sont nettement plus conservateurs que la population en général.

Quel est l'effet du recrutement (géographique, sociologique) des policiers sur leur manière de travailler ?

Les études qui ont été réalisées montrent que 80% des policiers viennent soit de zones rurales, soit de petites et moyennes villes de province. Autrement dit, 80% n'ont pas d'expérience du milieu urbain, des grandes agglomérations. Or, la première affectation des jeunes recrues qui sortent de l'école nationale de police est dans les banlieues, car ces postes ne sont pas très prisés.

« Un décalage ethnique et racial avec la population »

Il y a donc un décalage entre la population et la police en termes ethnique et racial. Les policiers sont majoritairement blancs, même si c'est un peu en train de se corriger ces dernières années, à la suite des efforts faits pour diversifier le recrutement.

Mais le problème me paraît plus complexe qu'une question ethnico-raciale. En réalité, je crois que c'est surtout une question de socialisation. C'est-à-dire où est-ce qu'on a été quand on était enfant ? Dans quelle école on est allé ? Avec qui on jouait au foot ? Qui on avait comme copains ?

Sur le terrain, j'ai pu constater une très grande différence entre des policiers qui avaient grandi dans les quartiers populaires de grandes villes, qui n'avaient pas de préjugés particuliers vis-à-vis des jeunes de banlieue, à l'inverse des policiers qui découvraient la banlieue. Ces derniers ont une image très homogène de territoires qui leur semblent hostiles, de populations qui leur paraissent ennemies. Alors qu'il y a dans ces quartiers, comme partout, une très grande diversité de profils.

INFOS PRATIQUES

« *La Force de l'ordre : une anthropologie de la police des quartiers* »
Didier Fassin, éd Seuil, octobre 2011